



## **FACE AUX CHALEURS EXTREMES, UNE SEULE SOLUTION : L'ÉCOLOGIE PROTECTRICE !**

Paris, le 29 juin 2026

***Le nouvel épisode caniculaire qui frappe la France depuis le 21 juin a déjà pulvérisé les « records » de la première vague de chaleur en mai : la nuit du 24 au 25 juin a été la plus chaude jamais enregistrée en France [1], plus de 90 % de la population exposée à des chaleurs extrêmes... Face à cette situation, les entreprises productrices et distributrices des énergies fossiles proposent de fausses solutions, inefficaces, inégalitaires, qui aggraveront les problèmes.***

L'année dernière, l'Alliance écologique et sociale (AES) a porté dans le débat public la nécessité d'un grand plan de rénovation écologique du bâti scolaire à travers le [rapport : « L'école bien dans ses murs »](#), et celle d'un autre financement des transports pour [« Moins de routes, plus de trains »](#). Ces propositions d'adaptation et d'atténuation sont plus que jamais d'actualité : les écoles suffoquent et aucune mesure d'ampleur n'a été prise par le gouvernement comme un plan canicule ambitieux permettant - entre autres - aux élèves et aux personnels des écoles de bénéficier de conditions d'apprentissage et de travail dignes.

### **Des prises de parole hors-sol sur la canicule**

Le gouvernement improvise alors que cette seconde vague de chaleur était annoncée, mais garde le cap de la « politique de l'offre », c'est-à-dire de cadeaux fiscaux aux ultras-riches et aux grandes entreprises multinationales. Il refuse de taxer les profits et les superprofits de guerre (alors que les carburants se vendent à prix d'or), il accentue la doctrine austéritaire pour le Fonds Vert et les services publics, pourtant indispensables pour protéger la population.

Dans une forme de déni climatique et social, le président du Medef déplore que le pays « tourne au ralenti » : pour produire toujours plus, il faudrait mettre en danger la santé des travailleurs au lieu de leur donner de nouveaux droits adaptés aux nouveaux risques climatiques.

### **L'AES dénonce la fuite en avant d'un capitalisme en crise**

Ce modèle économique, fondé sur la recherche permanente de la croissance et du profit, enrichit ceux-là mêmes qui portent une responsabilité majeure dans les crises sociales, écologiques et démocratiques actuelles. Malgré les alertes du GIEC depuis des années, le réchauffement se poursuit à un rythme rapide, faute de politiques qui auraient suffisamment mis la priorité sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la sortie des énergies fossiles. 10 % des plus riches sont responsables de la moitié des émissions de gaz à effet de serre et des deux tiers du dérèglement climatique. Les énergies fossiles sont les principales responsables du réchauffement climatique, générant inégalités sociales et environnementales.

L'AES tient à rappeler que l'écologie est ce qui nous protège. Des politiques ambitieuses permettraient de protéger les personnes les plus vulnérables au dérèglement climatique comme les plus précaires, les personnes racisées, les femmes, les minorités de genre, les travailleurs et travailleuses précaires etc. qui subissent la triple peine du dérèglement climatique, de l'injustice sociale et des discriminations. Ce ne sont pas à ces personnes à qui il faut demander des efforts, elles ne doivent pas payer le coût de la transition, mais c'est bien aux responsables de la crise climatique de le faire.

La multiplication et l'aggravation de ces phénomènes climatiques extrêmes sont inéluctables, la transformation écologique et sociale est la seule réponse possible.

[1] Selon Météo France, la nuit de mercredi à jeudi a été la plus chaude jamais enregistrée en France depuis le début des mesures en 1947.

